

RAPPORT ANNUEL 2019

Centre for International
Governance Innovation

Remerciements

Le CIGI tient à remercier chaleureusement ses partenaires fondateurs, Jim Balsillie et le gouvernement du Canada, pour leur soutien, ainsi que le gouvernement de l'Ontario et la ville de Waterloo pour leurs contributions.

Conseil d'administration

Président	Jim Balsillie	Administrateur	Christine Hogan
Trésorier	Scott Burk	Administrateur	Arif Lalani
Administrateur	C. Scott Clark	Administrateur	Maureen O'Neil
Administrateur	Ahmed Galal	Administrateur	Andrés Rozental
Administrateur	Melissa Hathaway	Administrateur	Paul Samson

Direction

Directeur exécutif Rohinton P. Medhora	Directrice, Ressources humaines Laura Kacur
Directeur adjoint, Droit international de la propriété intellectuelle et Innovation Bassem Awad (jusqu'en juillet)	Directrice adjointe, Droit international de l'environnement Silvia Maciunas (jusqu'en juillet)
Directrice des finances et directrice des opérations Shelley Boettger	Directeur adjoint, Droit économique international Hugo Perezcano Díaz (jusqu'en juillet)
Directeur, Économie mondiale Robert Fay	Directrice, Évaluation et Partenariats Erica Shaw (jusqu'en avril)
Directrice, Droit international Oonagh Fitzgerald	Directeur général et chef du contentieux Aaron Shull
Directeur, Sécurité et politiques internationales Fen Osler Hampson	Directeur, Communications et Médias numériques Spencer Tripp

Imprimé au Canada sur du papier fait à 100 % de fibres post-consommation et certifié par le Forest Stewardship Council^{MD}

Centre for International Governance Innovation

67 Erb Street West
Waterloo, Ontario, N2L 6C2
Canada

tel +1 519 885 2444 fax +1 519 885 5450

www.cigionline.org



**Nous sommes le Centre
pour l'innovation dans la
gouvernance internationale,
un groupe de réflexion non
partisan et indépendant
fondé sur une approche
objective et spécifiquement
internationale.**







Table des matières

- 2** Message du président du Conseil
- 5** Message du directeur exécutif
- 9** Désinformation et médias sociaux : un défi pour la gouvernance mondiale
- 11** La gouvernance de l'espace cybernétique durant une crise de confiance
- 13** Des institutions multilatérales marquent une année tumultueuse
- 15** Tisser des liens plus étroits entre le Canada et l'Inde
- 17** Un appel vibrant à la protection des réfugiés
- 18** Innovation Nation, ou comment faire du Canada un chef de file de l'économie mondiale des idées
- 19** *Braiding Legal Orders* : La mise en œuvre de la DNUDPA au Canada
- 21** Réduire l'appropriation culturelle par le droit de la propriété intellectuelle
- 23** *Media and Mass Atrocity: The Rwanda Genocide and Beyond*
- 24** Les « quatre Internets » et la géopolitique de la gouvernance numérique
- 25** Éclairer le débat sur la sécurité d'Internet et la confiance
- 27** Modèles de gouvernance des données
- 29** Le Bretton Woods de l'ère numérique
- 32** Publications et événements sélectionnés
- 34** États financiers

Message du président du Conseil

Cette année, lors des assemblées du Grand Comité international (GCI) sur les mégadonnées, la protection des renseignements personnels et la démocratie organisées à Ottawa et à Dublin, des politiciens et des experts ont soulevé d'importantes questions concernant la façon dont il convient de diriger les plateformes des médias sociaux et les autres entreprises qui œuvrent dans l'économie axée sur les données.

La crainte d'une désinformation galopante en ligne, les interférences dans les élections, les inégalités et la montée de nouveaux monopoles ont, entre autres enjeux, donné lieu à un niveau de contrôle sans précédent, alors que les gouvernements tentent tant bien que mal de combler les lacunes politiques et réglementaires de l'économie d'aujourd'hui.

En tant que groupe de réflexion indépendant dont la mission est de trouver des idées pour la gouvernance internationale, le CIGI fait preuve de leadership dans des forums tels que le GCI et l'Association professionnelle des cadres supérieurs de la fonction publique du Canada (APEX), IMPACT AI et RightsCon. Comme il appuie des décideurs et d'autres intervenants sur des tribunes nationales et internationales, le CIGI se trouve au centre des débats sur la gouvernance. Son influence se fera d'autant plus présente que ces thèmes continuent de retenir de façon croissante l'attention du public.

En effet, les occasions ne manquent pas de mener de nouvelles études et recherches importantes dans des domaines comme la propriété intellectuelle (PI), les régimes de protection de la vie privée, la valeur que les entreprises accordent aux données, la cybersécurité, l'utilisation de normes techniques comme outil de gouvernance et l'intelligence artificielle (IA), notamment ses répercussions géopolitiques et éthiques, sa gouvernance mondiale et ses effets sur les marchés du travail.

L'économie axée sur les données d'aujourd'hui pose de sérieux problèmes à nos systèmes de gouvernance ainsi qu'à nos politiques sociales et industrielles, qui demeurent, en grande partie, fondées sur des modèles érigés bien avant que les données soient devenues la force motrice de notre économie. Je suis certain que les contributions du CIGI ne manqueront pas d'aider les décideurs, les universités, l'industrie et les organisations non gouvernementales à concevoir et à mettre en œuvre des solutions viables pour l'avenir.

Le prochain plan stratégique du CIGI concerne la période de 2020 à 2025, et le Conseil d'administration se réjouit d'appuyer un plan de travail capable de relever les défis et de tirer parti des occasions du monde d'aujourd'hui.

Jim Balsillie

Président du Conseil d'administration du CIGI

A man with a balding head, wearing a dark suit, white shirt, and a patterned tie, is seated on a light-colored sofa. He is looking towards the left of the frame, where another person is partially visible. The background features a large green plant. The overall setting appears to be an indoor interview or meeting space.

« L'économie axée sur les données d'aujourd'hui pose de sérieux problèmes à nos systèmes de gouvernance ainsi qu'à nos politiques sociales et industrielles, qui demeurent, en grande partie, fondées sur des modèles érigés bien avant que les données soient devenues la force motrice de notre économie. »

A man with grey hair, wearing a dark suit, light blue shirt, and dark tie, is speaking at a conference. He has a small microphone clipped to his lapel and is holding a pen in his right hand. The background is blurred, showing other people and a bright light source.

« La confiance fait partie des importantes valeurs fondamentales du CIGI. Mais nous consacrons également beaucoup d'énergie à étudier et à contrôler la façon dont cette confiance peut être amoindrie et les répercussions que cela a sur le débat public ainsi que sur nos institutions. »

Message du directeur exécutif

La confiance fait partie des importantes valeurs fondamentales du CIGI. Mais nous consacrons également beaucoup d'énergie à étudier et à contrôler la façon dont cette confiance peut être amoindrie et les répercussions que cela a sur le débat public ainsi que sur nos institutions. Les auteurs de la série d'essais du CIGI intitulée *Governing Cyberspace during a Crisis in Trust* examinent de près les enjeux liés à la cybersécurité, dont le cybercrime, les identités numériques et les risques associés à notre avenir numérique.

Notre travail sur les relations entre l'Inde et le Canada fait aussi partie de nos principaux projets. Cet important travail de recherche mené en collaboration avec le groupe de réflexion Gateway House se poursuit par une rencontre organisée à Mumbai afin de continuer les discussions amorcées à la table ronde tenue à Ottawa en octobre 2018 avec des représentants et des experts gouvernementaux. Cette année, nous avons également réalisé de nouvelles recherches et émis des opinions concernant la politique économique de la Chine.

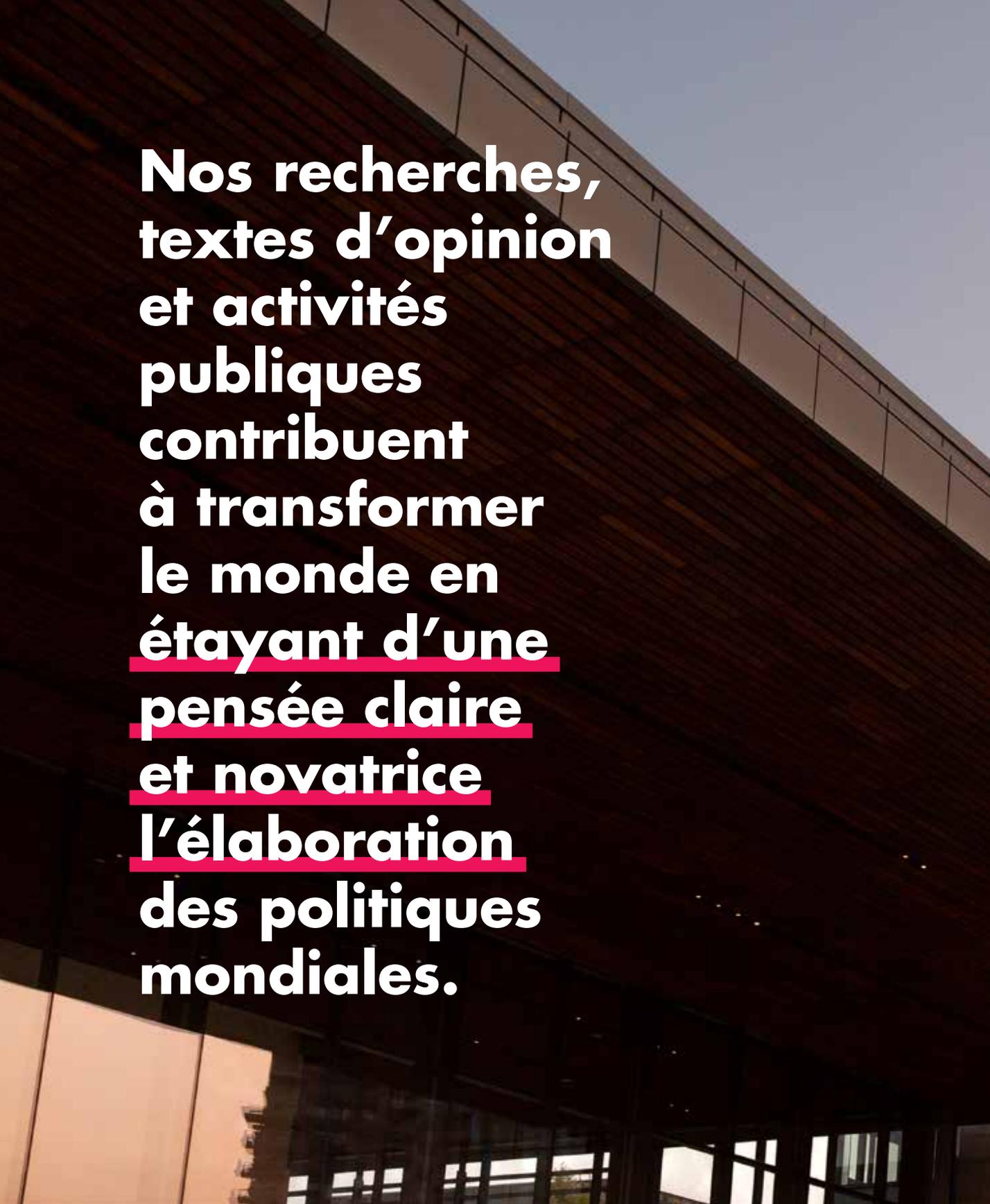
Le CIGI a, en outre, publié deux ouvrages dignes de mention : *Media and Mass Atrocity*, qui porte sur les leçons tirées des rapports sur le génocide du Rwanda, et *Braiding Legal Orders*, qui explore la relation entre le droit international, les lois des peuples autochtones et la Constitution du Canada.

En janvier, le CIGI a lancé avec succès un rapport phare du Conseil mondial pour les réfugiés (CMR) au siège des Nations Unies à New York. Après deux ans de résultats substantiels au CIGI, le Conseil poursuivra son travail avec d'autres partenaires, dont Cuso International.

Nous avons été témoins d'autres changements importants au CIGI cette année. Bien que certaines initiatives, notamment notre Programme de recherche en droit international, aient pris du retard, nous tournons résolument notre regard vers les cinq prochaines années. Le CIGI s'appuiera sur un nouveau plan stratégique pour orienter son travail continu concernant les enjeux émergents. Dans l'optique de notre ère numérique, ce plan permettra de renforcer et d'étendre le travail en cours sur l'économie, la politique et la sécurité mondiales et le droit international.

Au fur et à mesure que nous progresserons, nos partenaires et nos bailleurs de fonds, anciens et nouveaux, revêtiront une importance cruciale pour le travail du CIGI dans ces domaines. À cet égard, nous tenons à remercier tout particulièrement le gouvernement du Canada pour son soutien continu et à saluer les très nombreuses institutions et organisations qui ont contribué à nos initiatives. Grâce à la détermination de ses partenaires, au dévouement de ses employés et de ses agrégés et à son formidable programme de gouvernance mondiale, le CIGI peut se réjouir d'un avenir des plus prometteurs!

Rohinton P. Medhora
Directeur exécutif du CIGI



**Nos recherches,
textes d'opinion
et activités
publiques
contribuent
à transformer
le monde en
étayant d'une
pensée claire
et novatrice
l'élaboration
des politiques
mondiales.**





WITNESSES
TÉMOINS

Mark Zuckerberg

18

Sheryl Sandberg



Désinformation et médias sociaux : un défi pour la gouvernance mondiale

L'élection américaine de 2016 a été marquée par l'utilisation de la technologie à des fins malveillantes, notamment sous la forme de « fausses nouvelles » publiées sur les plateformes des médias sociaux afin d'induire les électeurs en erreur. On a, depuis, constaté un nombre incroyable de cas de désinformation commerciale et politique, d'interférences étrangères dans des élections, de fuites de données, de cyberattaques, de prolifération de discours nuisibles, d'exploitation de données et d'abus de surveillance.

À ce point d'inflexion, où les démocraties sont soumises à la pression des technologies, il est devenu impérieux que les décideurs, la société civile et le secteur privé unissent et coordonnent leurs forces pour diriger la sphère publique numérique. Pour tenter de combler les lacunes de la réglementation dans ce domaine, le CIGI a mené des discussions au Canada et à l'étranger en vue d'établir des cadres réglementaires pour les médias sociaux et les répercussions de la désinformation. Lors d'une audition organisée à Ottawa en mai 2019, le fondateur et président du CIGI, Jim Balsillie, et l'agrégé supérieur du CIGI, Taylor Owen, ont comparu devant le GCI sur les mégadonnées, la protection des renseignements personnels et la démocratie. M. Balsillie y a fait des recommandations spécifiques pour remédier aux dangers d'un modèle d'affaires « toxique » fondé sur les médias sociaux.

Voir l'appel de Robert Fay à la création d'un cadre international de gouvernance des données : www.cigionline.org/aicrisis.





La gouvernance de l'espace cybernétique durant une crise de confiance

Presque chaque jour, nous lisons de nouvelles histoires concernant la dernière attaque cybernétique, fuite de données ou utilisation abusive de données personnelles. Face à cette multitude d'attaques en ligne, il est devenu très complexe d'équilibrer notre économie numérique marquée par une croissance rapide tout en assurant la sécurité en ligne et, tâche encore plus difficile, en conservant la confiance des utilisateurs. La technologie a engendré la facilité, l'efficacité et la création de richesse. Mais cette numérisation poussée de la société a rapidement et impitoyablement provoqué l'apparition de vulnérabilités au cœur même du modèle économique mondial.

C'est avec ce paradoxe présent à l'esprit que le CIGI a réuni des décideurs, des dirigeants d'entreprises et des chercheurs universitaires pour créer une série d'essais intitulée *Governing Cyberspace during a Crisis in Trust*. Ces essais numériques et les publications multimédias connexes ont donné lieu à un engagement social fort, notamment lors d'une discussion animée sur Twitter, et à un trafic notable sur le site Web : plus de 90 000 visionnements durant le premier mois. Ces essais ont également été imprimés et réunis sous la forme d'un magazine qui a été distribué aux représentants gouvernementaux et aux hauts fonctionnaires.

Voir la série d'essais, à : www.cigionline.org/govern cyber.

OSAKA SUMMIT
2019

6D6D

G20
2019
JAPAN

G20
OSAKA
SUMMIT 2019

G20
2019
JAPAN

G20
OSAKA
SUMMIT 2019

6D





Des institutions multilatérales marquent une année tumultueuse

Juillet 2019 a marqué le soixante-quinzième anniversaire de la conférence de Bretton Woods, durant laquelle on a créé le Fond monétaire international (FMI) et la Banque mondiale; novembre 2018 a marqué le dixième anniversaire de la réunion du Groupe des vingt (G20) au niveau des chefs d'État. À une époque caractérisée par un ressentiment croissant envers la mondialisation, le CIGI a continué, par son travail, de démontrer qu'une solide coopération multilatérale était importante pour l'économie mondiale et essentielle pour les puissances moyennes comme le Canada.

Le CIGI a souligné l'anniversaire de la conférence de Bretton Woods en publiant un commentaire de James A. Haley, agrégé supérieur, sur la façon dont le FMI devrait s'adapter aux changements, ainsi qu'un article de fond de C. Randall Henning sur la relation entre le FMI et les accords financiers régionaux. En prévision du sommet du G20 de Buenos Aires, le CIGI a publié une entrevue en profondeur et une vidéo connexe avec l'ancien premier ministre du Canada, Paul Martin, qui nous a entretenus de l'histoire et de l'avenir du G20. Des experts du CIGI étaient sur place lors des sommets de Buenos Aires et d'Osaka, où ils ont présenté des commentaires éclairés aux médias canadiens et étrangers, dont l'Agence France-Presse, Bloomberg et la CBC.

Voir l'entrevue et la vidéo avec Paul Martin et d'autres intervenants à propos du G20, une institution multilatérale forgée en temps de crise : www.cigionline.org/g20globe.

Canada-India Track

on Innovation, Growth &...



Tisser des liens plus étroits entre le Canada et l'Inde

Comme l'Inde est l'une des économies dont la croissance est la plus rapide au monde et que le Canada cherche à diversifier ses relations commerciales, le CIGI a conclu un partenariat avec Gateway House, un groupe de réflexion international de Mumbai, concernant le Dialogue Canada-Inde sur l'innovation, la croissance et la prospérité, une initiative sur trois ans visant à explorer les domaines susceptibles de favoriser un rapprochement des deux pays.

En octobre 2018, le CIGI a organisé à Ottawa la réunion inaugurale, qui portait sur les possibilités bilatérales dans les domaines de la cybersécurité, de la géoingénierie, du leadership climatique et des relations économiques. Vikas Swarup, haut-commissaire de l'Inde au Canada, et Nadir Patel, haut-commissaire du Canada en Inde, ont prononcé les allocutions d'ouverture. Jim Carr, ministre de la Diversification du commerce international du Canada, a présenté le discours liminaire et salué le leadership éclairé du CIGI et de Gateway House concernant l'établissement de liens commerciaux par l'intermédiaire des médias sociaux.

Le CIGI a aussi co-organisé un événement sur la Colline du Parlement avec le ministre Bardish Chagger et le sénateur Marty Deacon, durant lequel le premier ministre Justin Trudeau a prononcé un mot de bienvenue, accompagné des ministres Navdeep Bains et Bill Morneau.

Pour en savoir davantage, veuillez consulter la série de documents sur le Dialogue Canada-Inde concernant les divers moyens de renforcer les relations entre le Canada et l'Inde : www.cigionline.org/canadaindia.

A CALL TO

action

TRANSFORMING THE GLOBAL REFUGEE S



Un appel vibrant à la protection des réfugiés

Dévoilé au siège central des Nations Unies à New York, le rapport du CMR comprend 55 mesures concrètes afin, d'une part, de protéger les réfugiés et les personnes déplacées de force à l'intérieur de leur propre pays et, d'autre part, de soutenir les pays et les collectivités locales qui les accueillent. Les appels que Lloyd Axworthy, président du CMR, a lancés aux ambassadeurs et aux organisations internationales pour les inciter à adopter les recommandations du rapport ont fait l'objet d'une vaste couverture médiatique à l'échelle internationale, surtout en ce qui a trait à la nécessité de geler les avoirs des personnes à l'origine des conflits. Des membres du Conseil, dont son co-président, Jakaya Kikwete, ont dirigé des discussions de fond concernant cet enjeu et d'autres problèmes sur les médias sociaux.

Au Venezuela, plus de quatre millions de personnes ont subi la crise économique et humanitaire du pays. Le CIGI a conclu un partenariat avec le Dialogue interaméricain pour créer un plan d'action en vue d'une réponse internationale. L'auteur d'un article d'opinion opportun paru dans *The Washington Post* et co-rédigé par le directeur du programme Sécurité et politiques internationales, Fen Osler Hampson, a vivement défendu l'idée de saisir les avoirs des dirigeants vénézuéliens corrompus pour en faire bénéficier les citoyens du pays.

Voir le rapport *Appel à l'action : Transformer le système mondial d'aide aux réfugiés* : www.cigionline.org/globalrefugeesystem.

Innovation Nation, ou comment faire du Canada un chef de file de l'économie mondiale des idées

La quatrième révolution industrielle est à notre porte. Et bien que le Canada affiche de solides antécédents en matière d'innovation et de leadership mondial, il y a un risque réel que notre pays se retrouve à la traîne dans la course aux données et à la technologie. Durant les six mois qui ont jalonné la fin de 2018 et le début de 2019, le *Financial Post* a demandé à des experts du CIGI, dont Robert Fay, Dan Ciuriak, Myra Tawfik, Jim Hinton et Bianca Wylie, de participer à une série spéciale intitulée Innovation Nation. Cette série a réuni des maîtres à penser de tout le pays afin d'établir les conditions nécessaires à la prospérité et à la croissance des entreprises canadiennes dans une économie mondiale des idées.

Cette série a débuté par une discussion organisée à Toronto entre Jim Balsillie et Kevin Carmichael, agrégé supérieur du CIGI et journaliste au *Financial Post*. Des représentants d'entreprises et des dirigeants gouvernementaux ont assisté à cette discussion assez générale sur la place du Canada dans la nouvelle économie mondiale. Innovation Nation a reçu un Prix pour réalisations exceptionnelles de la part de la section canadienne de la Society for Advancing Business Editing and Writing.

Voir la série Innovation Nation, à : <http://innovation.financialpost.com>.

***Braiding Legal Orders* : La mise en œuvre de la DNUDPA au Canada**

Braiding Legal Orders est le point d'orgue de la recherche juridique internationale que le CIGI a menée durant les trois dernières années sur la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). Des experts juridiques autochtones, dont Sa'ke'j Henderson, John Borrows, Brenda Gunn, Joshua Nichols et Sarah Morales, explorent ce que signifie la mise en œuvre de la DNUDPA au Canada dans le cadre d'une relation authentique entre deux nations. À l'instar d'une tresse qui se fortifie grâce à de nombreuses mèches tissées ensemble, les auteurs de cet ouvrage encouragent les lecteurs à imaginer un processus qui consisterait à créer une tresse à l'aide des mèches de lois constitutionnelles, internationales et autochtones.

Le 4 juin 2019, l'honorable Mary Jane McCallum a évoqué le travail du CIGI sur la DNUDPA devant le Sénat du Canada lors de la troisième lecture du projet de loi C-69 pour encourager les autres sénateurs à appuyer ce projet de loi. *Braiding Legal Orders* est arrivé en tête de liste des meilleurs vendeurs d'Amazon dans la catégorie du droit international et du droit civil.

Pour en savoir davantage sur *Braiding Legal Orders*, voir : www.cigionline.org/braiding.



URBANKIT

Réduire l'appropriation culturelle par le droit de la propriété intellectuelle

Des marques de luxe comme Gucci et Louis Vuitton aux magasins de détail comme Urban Outfitters, l'industrie de la mode a développé un appétit remarquable pour tous les styles traditionnels, autochtones, ethniques ou folkloriques. Lorsque des expressions culturelles traditionnelles (ECT), un terme développé par l'Organisation mondiale de la PI pour désigner les patrons, les motifs et les autres caractères créés par des cultures traditionnelles ou autochtones, se font approprier, leurs détenteurs peuvent en être profondément affectés sur les plans culturel, social et économique.

Le document de Brigitte Vézina, agrégée du CIGI, intitulé *Curbing Cultural Appropriation in the Fashion Industry*, lance un appel à la réforme de la législation sur la PI ainsi qu'à l'élaboration de solutions pratiques afin de permettre aux concepteurs et aux consommateurs de mettre fin à l'appropriation culturelle. Ce document a suscité un vif intérêt sur les médias sociaux et donné lieu à des entrevues avec la Presse Canadienne et *The Telegraph*.

Voir le document de Brigitte Vézina sur le droit de la PI et de l'appropriation culturelle : www.cigionline.org/appropriation.



Media and Mass Atrocity: The Rwanda Genocide and Beyond

Publié en avril 2019 afin de coïncider avec le vingt-cinquième anniversaire du génocide du Rwanda, cet ouvrage revisite les principaux enjeux du lien entre les médias et le génocide du Rwanda et la façon dont le journalisme a changé avec l'arrivée des médias sociaux. *Media and Mass Atrocity* est un examen critique, et souvent sombre, du génocide du Rwanda. Les auteurs de cet ouvrage examinent également d'autres cas de violence collective ainsi que le rôle d'organisations terroristes comme l'EIIS, qui utilisent les médias, surtout les médias sociaux, à leur avantage.

Révisé par Allan Thompson, journaliste spécialisé dans les affaires étrangères et agrégé supérieur du CIGI, avec la contribution de correspondants de guerre dépêchés aux premières lignes et de chercheurs universitaires, cet ouvrage, qui comprend une préface et un chapitre rédigés par le général Roméo Dallaire, a fait l'objet d'une attention médiatique importante. M. Thompson a participé à des entrevues à CTV News et Global News ainsi que lors de l'émission *The Agenda* de TVO et dans le cadre de CBC Radio Syndication de Halifax à Victoria.

Des activités de lancement ont été organisées avec les auteurs à Kigali, au Rwanda, à Johannesburg, en Afrique du Sud, à Londres (R.-U.), à Washington (DC) et à Ottawa, au Canada.

Pour en savoir davantage sur l'ouvrage *Media and Mass Atrocity*, voir : www.cigionline.org/mass-atrocity.

Les « quatre Internets » et la géopolitique de la gouvernance numérique

Bien qu'au départ, l'Internet ait été conçu pour être ouvert et transparent, il y a maintenant différents points de vue sur le rôle qu'il doit jouer dans la société et la façon dont il doit être gouverné. Selon Kieron O'Hara et Wendy Hall, les deux auteurs du document intitulé *Four Internets: The Geopolitics of Digital Governance*, ces points de vue ont donné lieu à au moins quatre « Internets » concurrentiels ayant chacun leur propre vision et leur propre champion géopolitique :

- L'Internet ouvert de la Silicon Valley, qui maintient l'ouverture et la transparence traditionnelles que les créateurs d'Internet avaient en tête;
- L'Internet « bourgeois » de la Commission européenne, où l'on réduit au maximum les mauvais comportements et où l'on protège les renseignements personnels;
- L'Internet autoritaire de la Chine, où la surveillance et les technologies d'identification assurent la cohésion et la sécurité sociales;
- L'Internet commercial de Washington (DC), qui considère les ressources en ligne comme une propriété privée qu'il faut contrôler et monnayer.

Ce document a suscité une importante attention et fait, notamment, l'objet d'un éditorial dans le Financial Times et d'un reportage sur BBC News; il a aussi donné lieu à une discussion sur les défis liés à l'établissement d'un cadre de gouvernance numérique commun.

Vous trouverez le document de Kieron O'Hara et Wendy Hall, intitulé *Four Internets: The Geopolitics of Digital Governance*, à : www.cigionline.org/fourinternets.

Éclairer le débat sur la sécurité d'Internet et la confiance

Le sondage mondial mené par Ipsos pour le CIGI sur la sécurité d'Internet et la confiance est le sondage le plus vaste et le plus global de son genre; il a été mené auprès de plus de 25 000 utilisateurs d'Internet de plus de vingt-quatre pays. Réalisé par Ipsos au nom du CIGI et en partenariat avec l'Internet Society et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ce sondage a permis de recueillir de précieux renseignements sur le point de vue des utilisateurs d'Internet concernant un vaste éventail de thèmes.

Les résultats du sondage de 2019 ont fait les manchettes en couverture de Rappler, France 24, *The Economic Times*, *CTV National News* et *The Globe and Mail*, entre autres. Des conclusions concernant le nombre de personnes qui se sont fait prendre au piège des fausses nouvelles (84 % des répondants ont dit s'être fait leurrer au moins une fois) à ce qui incite les gens à ne plus faire confiance à l'Internet (75 % des répondants ont pointé du doigt les entreprises à l'origine des médias sociaux, et 81 % d'entre eux les cybercriminels), ce sondage a fourni aux gouvernements, aux décideurs, aux chefs de file industriels et à d'autres intervenants une foule de données critiques afin d'éclairer les décisions et de faire progresser le débat dans la sphère de la gouvernance d'Internet et de la cybersécurité.

Voir l'ensemble des résultats du sondage, à : www.cigionline.org/survey2019.



Modèles de gouvernance des données

Les données sont devenues l'un des avoirs les plus précieux du monde, mais nous commençons tout juste à élaborer des cadres de gouvernance qui encouragent l'innovation tout en instaurant et en maintenant la confiance. Par son travail sur l'élaboration de normes sur les données et le rôle d'une fiducie des données dans la gouvernance moderne, le CIGI offre des solutions à ce dilemme.

Le manque actuel de normes sur les données constitue un important obstacle à la croissance du secteur de l'analyse des données du Canada. L'agréé supérieur du CIGI, Michel Girard, fait valoir que la normalisation a le potentiel d'accroître la concurrence et d'établir des références pour la gouvernance et la sécurité des données. La complaisance à cet égard ne ferait qu'exacerber les menaces à la sécurité, aux droits fondamentaux de la personne, aux institutions publiques et à la démocratie.

La confiance du public sera vitale pour la durabilité de l'économie des données. Le CIGI a participé à la discussion sur ce qu'est exactement une fiducie des données et la façon dont on peut l'utiliser. Dans une proposition récente du gouvernement fédéral visant à moderniser la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques du Canada, on a cité l'approche de définition du rôle d'une fiducie des données préconisée par Bianca Wylie et Sean McDonald.

Voir la vidéo dans laquelle Bianca Wylie et Sean McDonald expliquent l'établissement et le rôle d'une fiducie des données : www.cigionline.org/datatrusts.



measure of innova
&D (<http://www.> and time



JIM BALSILLIE



Le Bretton Woods de l'ère numérique

Au sein d'une économie de plus en plus numérique, les défis posés par l'IA, l'apprentissage machine et les mégadonnées sont devenus les nouvelles menaces du processus démocratique en raison de la désinformation qui s'infiltré de façon croissante dans les médias sociaux. Lors du Forum statistique du FMI organisé en novembre 2018, Jim Balsillie a discuté avec Christine Lagarde, directrice générale du FMI, et lancé un appel à l'organisation d'une nouvelle conférence de Bretton Woods. En effet, M. Balsillie est d'avis qu'une réponse internationale coordonnée similaire à celle de 1944 est nécessaire pour contrer la turbulence géopolitique et économique croissante qui découle de l'absence de règles internationales pour l'économie numérique. Cette idée a été discutée dans de multiples publications, y compris par la rédactrice en chef américaine du *Financial Times*, Gillian Tett.

Le président du CIGI, Rohinton P. Medhora, a abordé ce défi dans une perspective politique. Dans son bilan des options politiques intitulé *Rethinking Policy in a Digital World*, M. Medhora dépeint le paysage social et économique soumis à un changement rapide suite à l'abandon progressif des produits traditionnels au profit des « biens immatériels », c'est-à-dire les données et la PI. Il estime que les politiques doivent être créatives et reformulées en fonction de l'ère numérique.

Voir l'entretien de Jim Balsillie et de Christine Lagarde du FMI concernant la mesure de l'économie numérique : www.cigionline.org/digitaleconomy.



CIO

Nos partenariats et nos collaborations interdisciplinaires avec d'éminents experts et homologues ont fait du CIGI une référence de premier plan en matière de recherche et d'analyse.

Publications et événements sélectionnés

Fiducie des données 101 :
Approche proposée pour remédier
aux enjeux liés à la propriété,
à la politique et au contrôle des
données

3 OCTOBRE 2018

Groupe d'experts du CIGI
au Forum public de l'OMC :
deuxième mouture de l'Accord
sur les aspects des droits de la
propriété intellectuelle qui touchent
au commerce à l'ère de l'économie
numérique

4 OCTOBRE 2018

Attaques des droits de douane :
Qu'en est-il des devises? Table
ronde du Groupe Euro50 et du
CIGI

12 OCTOBRE 2018

Dialogue Canada-Inde sur
l'innovation, la croissance et la
prosperité

30 OCTOBRE 2018

Le défi de la communication
stratégique dans l'environnement
de l'information d'aujourd'hui

1^{ER} NOVEMBRE 2018

Jim Balsillie au Forum statistique
du FMI et Foire aux questions avec
Christine Lagarde

20 NOVEMBRE 2018

Le futur rôle mondial du Japon :
nouvelle aurore pour le pays du
soleil levant?

22 NOVEMBRE 2018

Forum mondial de la jeunesse :
« Refugees in a Global
Context: Historical Lessons and
Contemporary Insight »

14 DECEMBRE 2018

Appel à l'action : Transformer
le système mondial d'aide aux
réfugiés (Rapport spécial)

CONSEIL MONDIAL POUR LES
RÉFUGIÉS
24 JANVIER 2019

Les points essentiels — Appel à
l'action : Transformer le système
mondial d'aide aux réfugiés
(Rapport spécial)

CONSEIL MONDIAL POUR LES
RÉFUGIÉS
24 JANVIER 2019

Lancement du Conseil mondial
pour les réfugiés : « Appel à
l'action : Transformer le système
mondial d'aide aux réfugiés »

24 JANVIER 2019

Canada et Vietnam dans la
foulée des réformes de l'Union
européenne : défis de l'instauration
de systèmes juridictionnels des
investissements et voie vers un
tribunal multilatéral (CIGI —
Document n° 212)

CÉLINE LÉVESQUE
11 MARS 2019

#TrollsAtThePolls : Comment la désinformation met les élections en danger

15 MARS 2019

Deuxième atelier annuel consacré à la recherche sur la propriété intellectuelle

25 MARS 2019

Planète vide : Préparation en vue du déclin de la population mondiale

4 AVRIL 2019

L'économie axée sur les données : Les anciennes règles sont devenues caduques

10 AVRIL 2019

À la défense de la démocratie : La cybersécurité et l'élection fédérale de 2019

23 AVRIL 2019



La ministre des Institutions démocratiques, Karina Gould, s'adresse au CIGI à propos de la stratégie du Canada concernant la protection du processus électoral démocratique de l'interférence cybernétique étrangère. Le ministre Bardish Chagger a engagé la discussion avec Rohinton P. Medhora et Aaron Shull du CIGI.

Il est non viable, et même dangereux, d'envisager de rafistoler notre avenir numérique (Essai)

MELISSA HATHAWAY
27 MAI 2019

Les défis liés à la cybersécurité des élections au Canada (Essai)

ELIZABETH F. JUDGE ET MICHAEL PAL
27 MAI 2019

Il faut faire attention aux fausses nouvelles : Pourquoi les activités d'influence posent-elles un défi aux gouvernements démocratiques et libéraux (Essai)

ERIC JARDINE
27 MAI 2019

Sommet du partenariat Canada-Inde

26 JUIN 2019

États financiers

Rapport des vérificateurs indépendants sur le sommaire des états financiers

Aux administrateurs du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale,

Opinion

Le présent sommaire des états financiers, qui comprend le sommaire de la situation financière en date du 31 juillet 2019, le sommaire des recettes et des dépenses, l'évolution du solde du fonds pour l'exercice clos à cette date et les notes connexes, est tiré des états financiers vérifiés du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (l'« Organisation ») pour l'année achevée le 31 juillet 2019.

À notre avis, les états financiers sommaires ci-joints constituent un résumé fidèle des états financiers vérifiés conformément à la base établie par la direction, qui consiste à éliminer les flux de trésorerie, à conserver les grands totaux partiels, les totaux, les données comparatives et les renseignements issus des états financiers vérifiés concernant des questions ayant des effets profonds ou significatifs sur les états financiers sommaires.

États financiers sommaires

Les états financiers sommaires ne comprennent pas toutes les données obligatoires requises en vertu des normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. La lecture des états financiers sommaires ne peut donc remplacer celle des états financiers vérifiés de l'Organisation.

Les états financiers vérifiés et notre rapport à cet égard

Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur les états financiers vérifiés dans notre rapport du 6 décembre 2019. Ni ces états financiers ni les états financiers sommaires ne reflètent les conséquences d'événements survenus après la date de notre rapport sur les états financiers.

La responsabilité de la direction à l'endroit des états financiers sommaires

La direction est responsable de la préparation d'un sommaire des états financiers vérifiés sur la base qu'elle a établie, qui consiste à retirer le relevé des flux de trésorerie nets, à conserver les grands totaux partiels, les totaux des données comparatives et les renseignements issus des états financiers vérifiés concernant des questions ayant des effets profonds ou significatifs sur les états financiers sommaires.

Voir l'intégralité des états financiers vérifiés à : www.cigionline.org/financials.

Responsabilité du vérificateur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion quant à savoir si le sommaire des états financiers constitue un juste résumé des états financiers vérifiés, en fonction des procédures que nous avons mises en œuvre conformément à la Norme canadienne d'audit (NCA) 810 « Missions visant la délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés ».

Autres questions

Les états financiers vérifiés de l'Organisation sont disponibles sur demande auprès de l'Organisation.

Zeifmans LLP

Comptables professionnels agréés
Comptables publics agréés
Toronto (Ontario), le 6 décembre 2019

Notes sur les états financiers résumés

Les ressources apportées à titre de dotations sont incluses dans le fonds de dotation à long terme. Certaines de ces ressources doivent être détenues pour une période de dix ans, ou jusqu'à la dissolution ou la liquidation de l'Organisation, selon la première éventualité. Certaines des ressources accordées par le gouvernement du Canada seront gardées en permanence. Les revenus de placements tirés des ressources de ce fonds seront présentés dans le fonds d'administration et d'immobilisations.

Le fonds d'administration et d'immobilisations est affecté à l'exécution des programmes, aux activités administratives et aux immobilisations non liées au fonds Campus de l'Organisation.

Le Fonds affecté pour l'Afrique est axé sur les effets du changement climatique sur la sécurité et le développement socio-économique de l'Afrique.

Le fonds John Holmes sert exclusivement au financement des activités de la bibliothèque.

Le fonds Campus est une initiative du CIGI menée en collaboration avec les gouvernements provincial et fédéral en vue d'abriter plusieurs établissements et programmes d'études supérieures. La Balsillie School of International Affairs (BSIA) et le PRDI comptent parmi ces initiatives. Le Campus du CIGI, qui regroupe plusieurs établissements et programmes,

privilégie un apprentissage interdisciplinaire axé sur l'acquisition du savoir relatif aux enjeux d'envergure planétaire.

Le Fonds de la Fondation de la famille Balsillie (auparavant connu sous le nom de Fonds du PRDI) était un programme de recherche pluridisciplinaire intégré sur dix ans, grâce auquel des experts juridiques avant-gardistes d'universités et des secteurs public et privé ainsi que des étudiants canadiens et étrangers pouvaient contribuer à la progression du droit international. Lancé en septembre 2013, ce programme de droit était financé à parts égales par le CIGI et la province de l'Ontario. Voici les trois principaux domaines d'activité du PRDI : le droit international de la propriété intellectuelle, le droit et les traités internationaux en matière d'environnement ainsi que la gouvernance, les règlements et le droit internationaux de l'économie, des finances et de l'investissement. Cette année, le gouvernement provincial a mis fin à l'accord, indiquant que le programme serait financé conformément aux conditions de l'accord jusqu'au 16 mai 2019 et qu'après cette date, il ne financerait plus le programme. Les fonds restants serviront à des projets stratégiques à venir établis conformément aux conditions de l'accord conclu avec le donateur privé.

Sommaire de la situation financière

AU 31 JUILLET 2019	DOTATION À LONG TERME	ADMINISTRATION ET IMMOBILISATIONS	TOTAL PARTIEL	AFRIQUE
ACTIFS À COURT TERME				
Espèces et quasi-espèces	\$ 2 181 642	\$ 912 049	\$ 3 093 691	\$ 4 616
Placements de portefeuille	56 754 002	18 906 582	75 660 584	5 749 090
Débiteurs	-	205 383	205 383	-
Frais payés d'avance	-	258 956	258 956	-
ACTIF TOTAL	58 935 644	20 282 970	79 218 614	5 753 706
AUTRES ACTIFS				
Immobilisations corporelles	-	3 444 660	3 444 660	-
Incitatif à la localisation	-	262 634	262 634	-
TOTAL DES AUTRES ACTIFS	-	3 707 294	3 707 294	-
TOTAL DES ACTIFS	\$ 58 935 644	\$ 23 990 264	\$ 82 925 908	\$ 5 753 706
PASSIF À COURT TERME				
Créditeurs et produits reportés	\$ -	\$ 2 220 093	\$ 2 220 093	\$ -
Perte non réalisée sur les contrats à effets différés	-	-	-	-
Prêts interfonds	-	190 514	190 514	-
PASSIF TOTAL	-	2 410 607	2 410 607	-
SOLDES DE FONDS				
Investis et immobilisations	-	3 444 660	3 444 660	-
Affectations d'origine externe	58 935 644	-	58 935 644	5 753 706
Affectations d'origine interne	-	-	-	-
Non affectés	-	18 134 997	18 134 997	-
SOLDES DE FONDS	58 935 644	21 579 657	80 515 301	5 753 706
TOTAL DU PASSIF ET DES SOLDES DE FONDS	\$ 58 935 644	\$ 23 990 264	\$ 82 925 908	\$ 5 753 706

J HOLMES			FONDS DE LA FONDATION DE LA FAMILLE BALSILLIE			TOTAL 2019	TOTAL 2018
CAMPUS							
\$	-	\$ 1 012 458	\$	9 474 588	\$	13 585 353	\$ 5 365 153
	417 481	11 965 297		11 152 042		104 944 494	121 220 809
	-	-		400 430		605 813	1 449 886
	-	82 370		-		341 326	424 190
	417 481	13 060 125		21 027 060		119 476 986	128 460 038
	-	51 959 370		-		55 404 030	57 285 957
	-	-		-		262 634	289 006
	-	51 959 370		-		55 666 664	57 574 963
\$	417 481	\$ 65 019 495	\$	21 027 060	\$	175 143 650	\$ 186 035 001
\$	-	\$ -	\$	-	\$	2 220 093	\$ 2 407 444
	-	-		-		-	174 518
	-	-		(190 514)		-	-
	-	-		(190 514)		2 220 093	2 581 962
	-	51 959 370		-		55 404 030	57 285 957
	417 481	12 431 298		21 217 574		98 755 703	100 044 972
	-	628 827		-		628 827	622 601
	-	-		-		18 134 997	25 499 509
	417 481	65 019 495		21 217 574		172 923 557	183 453 039
\$	417 481	\$ 65 019 495	\$	21 027 060	\$	175 143 650	\$ 186 035 001

Sommaire des recettes et des dépenses et évolution du solde du fonds

POUR L'ANNÉE ACHEVÉE LE 31 JUILLET 2019	DOTATION À LONG TERME	ADMINISTRATION ET IMMOBILISATIONS	TOTAL PARTIEL	AFRIQUE
PRODUITS (PERTE)				
Subventions (gouvernementales et autres)	\$ -	\$ 619 178	\$ 619 178	\$ -
Revenu du placement réalisé	-	2 015 240	2 015 240	139 798
Gain (perte) de placement non réalisé	-	1 986 802	1 986 802	131 351
Autres	-	550 204	550 204	-
TOTAL DES PRODUITS (PERTE)	-	5 171 424	5 171 424	271 149
CHARGES				
Recherches et conférences	-	8 295 113	8 295 113	279 816
Administration	-	1 968 554	1 968 554	-
Amortissement	-	283 613	283 613	-
Installations	-	107 766	107 766	-
Soutien technique	-	470 819	470 819	-
TOTAL DES CHARGES	-	11 125 865	11 125 865	279 816
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	-	(5 954 441)	(5 954 441)	(8 667)
SOLDES DE FONDS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	58 275 835	28 134 537	86 410 372	5 746 429
VIREMENTS INTERFONDS	659 809	(600 439)	59 370	15 944
SOLDES DE FONDS À LA FIN DE L'EXERCICE	\$58 935 644	\$ 21 579 657	\$ 80 515 301	\$ 5 753 706

J HOLMES		CAMPUS	FONDS DE LA FONDATION DE LA FAMILLE BALSILLIE	TOTAL 2019	TOTAL 2018				
\$	-	\$	-	\$	2 597 309	\$	3 216 487	\$	3 973 418
	4 133		915 099		71 886		3 146 156		13 729 347
	-		(401 865)		643 383		2 359 671		(3 172 983)
	-		941 800		-		1 492 004		1 411 683
	4 133		1 455 034		3 312 578		10 214 318		15 941 465
	-		1 113 621		4 259 936		13 948 486		15 953 738
	-		245 391		500 147		2 714 092		2 609 844
	-		1 722 069		-		2 005 682		2 084 159
	-		881 468		108 044		1 097 278		1 106 231
	-		420 795		86 648		978 262		966 608
	-		4 383 344		4 954 775		20 743 800		22 720 580
	4 133		(2 928 310)		(1 642 197)		(10 529 482)		(6 779 115)
	413 348		69 184 964		21 697 926		183 453 039		190 232 154
	-		(1 237 159)		1 161 845		-		-
\$	417 481	\$	65 019 495	\$	21 217 574	\$	172 923 557	\$	183 453 039



Remerciement

Dans le rapport de cette année, nous mettons en lumière bon nombre des projets, des publications et des événements rendus possibles grâce à l'excellent travail des partenaires, des employés et des agrégés du CIGI.

Nous nous réjouissons de l'année à venir, durant laquelle nous continuerons de nous consacrer au développement de partenariats en mettant tout particulièrement l'accent sur des thèmes liés à la gouvernance au cœur de notre économie axée sur les données : les mégadonnées, l'intelligence artificielle et les plateformes numériques; les menaces numériques à la démocratie et à la cybersécurité ainsi que le rôle des institutions internationales dans la résolution des enjeux liés au commerce, à la PI et aux inégalités sur le plan international.

Le meilleur moyen de vous tenir au courant des nos dernières publications, opinions, séries d'essais, activités et vidéos sur ces thèmes et d'autres thèmes est de vous abonner au bulletin du CIGI.

Abonnez-vous aujourd'hui même, à : www.cigionline.org/subscribe.